

Si le gouvernement en est arrivé à cette conclusion, nous allons sous peu nous conformer en tout point au Règlement et lui montrer combien c'est absurde.

Des voix: Bravo!

M. MacDonald: Même si je ne suis député que depuis peu, j'ai appris une chose: c'est l'occasion de travailler et l'empressement à le faire de part et d'autre de la Chambre qui permettent au Parlement de fonctionner. Ni les modifications ni les additions au Règlement, peu importe leur nombre, ne nous donneront un Parlement dont nous pouvons être fiers. Si le gouvernement estime avoir fait un apport valable au Parlement aujourd'hui, il se trompe lamentablement.

Des voix: Bravo!

M. MacDonald: Il nous faut reconnaître avec tristesse que les mesures annoncées aujourd'hui par le leader du gouvernement à la Chambre sont une véritable parodie de la fonction virtuelle de ce lieu. Les députés ministériels ont parlé de la nécessité d'une réforme parlementaire. Je suis tout à fait d'accord avec eux sur ce point. La réforme ne commence pas toutefois par l'écrasement des minorités en cette Chambre. On ne réformera rien par un brusque renversement de l'orientation de 700 années d'histoire parlementaire.

Des voix: Bravo!

M. MacDonald: On n'obtiendra pas des réformes en aigrissant chacun des membres de la Chambre. Le gouvernement en est bel et bien arrivé à nous proposer un ensemble confus de priorités qui dénotent très peu de compréhension de ce qu'est le Parlement. Je voudrais indiquer brièvement quelques-unes des priorités qu'il faut envisager et que le gouvernement n'a pas sérieusement examiné. Il est certes essentiel de savoir comment nous pouvons rendre la Chambre plus sensible à l'opinion et à la participation du public. Le slogan de la démocratie directe peut signifier peu de chose pour certaines personnes, mais ce slogan reflète la nécessité urgente qu'il y a pour le Parlement de devenir plus sensible à l'opinion publique et d'en être plus conscient. Notre institution ne doit pas avoir moins de responsabilités, comme le propose le gouvernement, mais davantage.

Au chapitre de la réforme du Parlement, notre régime doit permettre plus d'initiative et de responsabilité sur le plan législatif, mais le gouvernement a bien mal montré l'exemple à cet égard. On pourrait avancer que chaque député avait besoin d'une aide accrue afin de

jouer un rôle plus créateur. On pourrait aussi signaler qu'il faudrait des rouages plus efficaces pour étudier le travail accompli par les ministères et toute l'administration. Il y aurait beaucoup à dire à propos du régime de Comité qui fonctionnerait le mieux tout en permettant au Parlement d'être comptable de ses actes. Tout cela devrait primer, mais ce gouvernement n'en a cure. Il considère plutôt le Parlement comme quantité négligeable et préférerait un régime dictatorial.

• (8.30 p.m.)

J'y vois un danger terrible pour nous-mêmes et le pays. Il serait inutile de rappeler à tous les députés qu'il y a encore beaucoup de cynisme et d'aliénation à l'égard de la procédure parlementaire, tant chez nous que dans bien d'autres pays. Nous ne savons que trop bien à quel point les jeunes, en particulier les universitaires, ont perdu contact avec notre régime de gouvernement autonome. Les preuves qui nous ont été fournies aujourd'hui témoignent d'un élargissement de ce gouffre qui sépare le gouvernement de la population. Nous ne rétrécissons pas l'écart si nous n'acceptons pas collectivement, à titre de représentants, d'envisager la situation de façon réaliste et si la règle du jeu consiste simplement à confier un pouvoir accru à un nombre de plus en plus limité de personnes. En l'occurrence, la réponse ne sera que trop évidente, car les gens sortiront dans les rues, la révolution éclatera et on abolira les institutions qui nous ont bien servis naguère et aussi une foule de droits et de libertés individuels que chacun de nous chérit.

Je termine en demandant à tous les députés d'envisager sérieusement la mesure que le gouvernement a proposée. Lorsque Neil Armstrong a aluni, il a parlé d'un bond de géant pour l'humanité. Nous voyons ici l'amorce possible d'un bond pour notre pays qui ne sera pas en avant, ce qui est très regrettable, mais en arrière. Tous les députés doivent se refuser à l'accepter.

Des voix: Bravo!

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, j'aimerais commencer par exprimer le sentiment de regret et de honte qui prend corps depuis quelques mois et que des milliers de Canadiens éprouvent aujourd'hui. Dans leur for intérieur, ils éprouvent un sentiment de regret et de honte à la suite de ce qui s'est passé il y a eu un an en juin. Chacun sait que, durant la campagne électorale, le premier ministre (M. Trudeau) a été fort admiré. Des milliers de Canadiens, d'un bout à l'autre du